

*Les subsides*

l'ensemble du pays. Le taux de mortalité infantile, de la naissance à quatre semaines, dépasse de 60 p. 100 le taux national moyen, et l'espérance de vie est dix ans plus courte que chez les non-Indiens.

Pourquoi la réalité de la vie des autochtones est-elle aussi sinistre? A cause de l'isolement? Est-ce imputable simplement à l'absence de services convenables dans de nombreuses localités? Est-ce que c'est, comme d'aucuns voudraient nous faire croire, le résultat de l'abus de l'alcool et du tabac? Est-ce lié au profil physiologique ou psychologique des aborigènes? Non. Ces chiffres sont symptomatiques, ce sont des manifestations externes d'un vague à l'âme et d'un sentiment d'absurdité qu'ont fini par éprouver les aborigènes du Canada par suite de leur exclusion de l'activité de la société, exclusion délibérée ou accidentelle, ou encore totalement involontaire, et par suite du fait malheureux que, depuis bien des années, ces gens se sentent parfaitement inutiles dans la société. Ce ne sont là que les conséquences du non-respect des traités, et de l'ingérence aussi des provinces dans des domaines dont les autochtones n'avaient jamais cédé le contrôle ou pour lesquels ils n'avaient jamais reconnu l'autorité des provinces. Ces chiffres sont également le résultat de ce qu'on n'a jamais cessé de brimer les autochtones, non seulement physiquement et géographiquement, mais aussi culturellement et économiquement.

Je ne cherche pas, en disant cela, à nier ou encore à dénigrer les réalisations des autochtones—bien au contraire, j'aurais souhaité avoir le temps de les louer—réalisations accomplies en dépit du régime sous lequel on leur a imposé de travailler. Ils ont réalisé bien des choses dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'industrie et sur le plan professionnel. Ils ont réalisé l'exploit notable de forger l'unité entre eux en réponse aux positions constitutionnelles de certains gouvernements du Canada. Ce sont là des exploits très concrets qu'ont réalisés les autochtones dans tous les domaines de l'activité humaine.

Mes collègues néo-démocrates et moi continuons d'appuyer les Premières nations du Canada dans leur lutte constante en vue de la reconnaissance de leurs droits dans la constitution. Notre parti a réclamé pour la première fois pareille reconnaissance en 1973, soit au moins neuf ans avant l'adoption de la Loi constitutionnelle. En fait, nous avons refusé d'accorder l'appui final au rapatriement de la constitution tant que les droits des aborigènes n'avaient pas été rétablis dans la proposition du gouvernement. Le moment est venu d'aller plus loin. Le droit à l'autonomie politique est, selon nous, lié de manière inextricable au droit moral des peuples autochtones à la survie et à l'épanouissement comme sociétés distinctes et différentes. Pour faire preuve de leadership dans ce contexte, il ne suffit pas de s'en tenir à une optique de nivellement par la base en fonction d'objectifs sur lesquels s'accorderaient les provinces.

Comme jamais auparavant, le gouvernement a été investi d'une mission de changement qui a créé des attentes considérables, tant chez les autochtones que chez tous les Canadiens. Ce sont en définitive les Premières nations du pays qui doivent

décider quelle forme prendra cette modification de la constitution. Il nous semble que les autochtones du Canada ont fait preuve de patience, qu'ils ont proposé un ensemble de solutions à la fois équitables et réalisables et qu'on ne saurait les blâmer des échecs éventuels de ces pourparlers.

La situation actuelle des autochtones du Canada est éminemment liée à la notion d'identité. A l'occasion de la réunion de notre caucus ce matin, j'ai eu le privilège d'entendre l'allocation qu'y a prononcée M. George Erasmus, le chef national de l'Assemblée des Premières nations. Plus d'une vingtaine d'hommes politiques aguerris l'ont écouté religieusement pendant 20 minutes exposer avec concision, clarté et profondeur la définition de l'identité des autochtones du Canada et souligner l'importance qu'elle revêt aussi bien pour leur avenir que pour l'avenir du pays.

Lorsque j'étais un jeune homme de dix-neuf ans environ, je me souviens d'avoir appris quelque chose sur ce que veut dire l'identité. J'occupais un poste de remplaçant dans l'enseignement et mon directeur était un Gallois. Il gagnait sa vie en Angleterre depuis quelque 30 ans. Un jour, dans la salle des professeurs, j'ai fait des observations désobligeantes sur les Gallois, moi qui porte un nom gallois. Il s'est tourné vers moi et m'a dit que le fait de nier l'identité d'un peuple revenait à refuser de reconnaître son existence.

Pourquoi les autochtones continuent-ils de s'identifier comme tels en dépit de leur histoire? On trouve la réponse non seulement dans leur tradition mais aussi, de façon plus fondamentale, dans le fait que cette identité est la seule que leur ait conféré leur mode de vie, qui n'a pas été celui de la vitesse, de la technique et des échéances, mais celui d'une société distincte sur le plan du fonctionnement et de l'organisation et dont les valeurs, il faut bien l'admettre, si on les considère en toute honnêteté, sont supérieures à certaines des valeurs fondamentales de la société urbanisée et technicienne que nous connaissons.

Ce qui fait l'importance de l'identité reconnue par les traités pour les peuples autochtones c'est, bien sûr, le fait qu'ils ont été conclus par la Couronne. Les peuples autochtones n'ont jamais exprimé leur identité avec autant de force que lorsqu'ils ont répondu au Livre blanc de 1969 en s'opposant énergiquement à l'assimilation que la société canadienne leur réservait depuis longtemps mais qu'elle n'avait jamais aussi nettement exprimée que dans ce document. En tant qu'immigrant qui a débuté au Canada comme étranger, je peux comprendre moi-même l'importance de cette identité pour les Indiens, les peuples autochtones du Canada, et comprendre la force avec laquelle eux et leurs cousins Inuit affirment cette identité. Nous connaissons les effets très limités de la politique d'émancipation pratiquée pendant plusieurs décennies par le ministère des Affaires indiennes. Il s'agissait essentiellement d'acheter les gens pour qu'ils abandonnent leur identité autochtone. On sait que peu d'autochtones ont mordu à l'appât. Nous savons que l'identité c'est ce qui fait les martyrs et nous espérons que le processus actuel n'engendrera pas de martyrs.